



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 15 – 22 Septembre 2022

En bref

Au Mexique, au cours de la première quinzaine de septembre, l'inflation décélère très légèrement, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie. L'indice des prix à la consommation a enregistré une variation annuelle de 8,76 % lors de la première quinzaine de septembre, ce qui représente un léger ralentissement par rapport à la fin du mois d'août (où elle s'établissait à 8,77 %). L'inflation demeure bien supérieure à la fourchette cible de la banque centrale (3 % +/- 1 pp), et ce depuis mars 2021 (cf. *annexe graphique*).

LE CHIFFRE À RETENIR

8,76 %

Taux d'inflation sur la première quinzaine de septembre (g.a), selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie

Zoom sur

Le rachat partiel anticipé de la dette obligataire 2023 et 2025 du Salvador a clôturé le 20 septembre, à hauteur de 22,44 % des obligations 2023 (pour 133 M USD) et de 54 % de celles à échéance 2025 (pour 433 M USD). Ce rachat anticipé représente une économie de 275 M USD par rapport à un remboursement au pair. Le Président Bukele a dans la foulée annoncé le lancement prochain d'une opération similaire, destinée à racheter de façon anticipée le solde des obligations 2023 et 2025. A noter que, ces opérations interviennent dans le contexte de la dégradation de la note souveraine du pays par Fitch, le 15 septembre. L'agence estime en effet que l'opération de rachat anticipé n'aura que peu d'impact sur la probabilité de défaut du pays, avec un gap de financement de 900 M USD à l'horizon 2023.

Mexique

1. ECONOMIE

Suite à la hausse de taux de la Réserve Fédérale Américaine, ce mercredi 20 septembre, la Banque centrale du Mexique pourrait à son tour augmenter son taux directeur. Pour la troisième fois consécutive, la Fed a augmenté son taux de référence de 75 points de base (pdb). Suite à cette annonce, les marchés financiers s'attendent à ce que Banxico reproduise une hausse de même ampleur de son taux directeur, ce qui le mènerait à 9,25 % contre 8,5 % à ce jour. Cette hausse pourrait avoir lieu le 29 septembre, date de la prochaine annonce de politique monétaire selon le calendrier 2022 de Banxico.

En 2022, le cours du dollar américain par rapport au peso mexicain est resté relativement stable, malgré le contexte d'inflation au Mexique et la situation économique mondiale liée à la pandémie de Covid et au conflit russo-ukrainien. En effet, si le peso mexicain avait lourdement souffert de la pandémie de covid en 2020, il s'est apprécié de 2,79 % en 2021 face au dollar, et de 2,70 % depuis le début de l'année 2022. Cette performance s'expliquerait par quatre principaux facteurs: (i) la différence de taux entre le Mexique et les Etats-Unis (de 600 pdb), qui attire les investissements; (ii) des exportations records en valeur (jusqu'à 500 Mds USD en 2022); (iii) la solidité des transferts de fonds (55 Mds USD reçus en 2022); et enfin (iv) des investissements directs étrangers de plus de 40 Mds USD, renforcés par les opportunités représentées par le *nearshoring*. Si ces facteurs se maintiennent, le Mexique continuerait ces prochains mois avec des taux de change compris entre 20 et 21 pesos pour 1 USD.

Selon les chiffres de l'Enquête Mensuelle des Entreprises Commerciales (EMEC), les ventes au détail ont regagné du terrain en juillet 2022, dépassant les niveaux pré-pandémiques. En effet, les recettes totales générées par le commerce de détail ont enregistré une croissance de +0,9 % en

glissement mensuel (g.m). Toutefois, le secteur fait part d'une baisse du nombre de salariés (-1,3 % (g.m) en juillet. En glissement annuel, le niveau des recettes des ventes au détail affiche un bond de +5,9 %. En cause, les secteurs du textile, de l'habillement et des chaussures et celui de la papeterie, des livres et des magazines et journaux qui enregistrent une croissance de 15 % et 12 % respectivement.

Le Ministère de l'économie mexicain a présenté la stratégie «Vers une politique industrielle». Celle-ci vise à aligner les efforts des différents acteurs économiques du pays vers une croissance inclusive. La stratégie se compose de quatre axes transversaux répondant aux besoins de l'industrie: (i) innovation et tendances technologiques et scientifiques, (ii) formation du capital humain, (iii) promotion des régions, et (iv) durabilité et soutenabilité. Cinq secteurs stratégiques ont été identifiés, en raison de leur pertinence pour l'économie actuelle et future, de leur taux de croissance annuel et de leur importance pour le marché du travail. Il s'agit du secteur agroalimentaire, de l'électrique-électronique, de l'électromobilité, des services médicaux et pharmaceutiques et enfin des industries créatives. Gabriel Yoro, sous-secrétaire du Ministère a souligné, lors de cette présentation, la grande opportunité que représente le potentiel de relocalisation des entreprises (*nearshoring*). La hausse des espaces industrielles disponibles (+42 % par rapport à ce qui a été observé en 2021) et la multiplication des sites de construction d'installations industrielles en 2022 devraient permettre au pays d'accueillir ces entreprises.

2 FINANCES PUBLIQUES

En raison de la hausse des taux d'intérêts, le coût de la dette s'élèverait à 3,4 % du PIB en 2023 (contre 2,7 % du PIB estimé en 2022). Ceci représenterait une hausse de +30 % par rapport à ce qui a été approuvé en 2022 par les autorités. Il s'agirait également du niveau de coût le plus élevé depuis 1996 (3,5 % du PIB à l'époque). Depuis 2018, le coût financier de la dette a représenté en moyenne 2,8 % du PIB. Le

gouvernement estime que le portefeuille de la dette a fait l'objet d'une gestion adéquate sur les marchés locaux et étrangers, ce qui aurait permis de limiter la sensibilité du coût de la dette à la hausse des taux d'intérêt en 2022. Ainsi, la recherche d'alternatives permettant au portefeuille de la dette d'être dans une position solide et durable, à court et à moyen terme, devrait se poursuivre en 2023, malgré la volatilité des taux d'intérêts.

3 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Depuis le début de l'année, la production de pétrole a augmenté de 15 % (g.a) tandis que les importations ont augmenté de 28 % (g.a) en moyenne. Sur cette période, la croissance annuelle des importations de pétrole de Petróleos Mexicanos (Pemex) a presque doublé celle de la production. En effet, les ventes ont augmenté de 21 % par rapport à la même période en 2021, mais parmi celles-ci, 53 % étaient des importations.

Selon Banxico, le *nearshoring* stimule l'investissement au Mexique, en particulier au Nord du pays. En 2022, la relocalisation de la production mondiale à proximité des marchés finaux (ou *nearshoring*) a entraîné une hausse de la demande et des investissements étrangers pour 16 % des entreprises mexicaines, notamment celles du secteur manufacturier, situées dans le nord du pays. Leur production aurait ainsi augmenté de 3 % sur les douze derniers mois. La Banque centrale souligne dans son dernier rapport trimestriel, que la proximité géographique du Mexique avec les Etats-Unis, et l'existence du T-MEC (*accord de libre-échange Mexique – Etats-Unis – Canada*), sont des atouts significatifs pour faciliter le commerce, en limitant les obstacles institutionnels et monétaires. Le Mexique serait ainsi un candidat idéal pour la relocalisation des entreprises qui fournissent des biens au marché nord-américain.

4 Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 15/09
Bourse (IPC)	-0,21%	-7,55%	46 992,51 points
Change USD/MXN	-0,65%	-0,60%	19,95
Change EUR/MXN	-2,00%	-16,65%	19,62
Prix du baril mexicain	-4,34%	+12,33%	80,08

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le transport maritime de la côte Pacifique enregistre une croissance de seulement 7 % au 31 2022. L'inflation généralisée, le conflit entre la Russie et l'Ukraine ainsi que les problèmes récents d'approvisionnement au niveau mondial (notamment en provenance de Chine) ont provoqué des retards significatifs dans le transport des marchandises, limitant le bon fonctionnement des ports guatémaltèques du Pacifique. Certaines compagnies maritimes, pour compenser ces retards, ont suspendu la livraison de certains ports et omettent certaines cargaisons, avec un impact direct sur les importateurs nationaux.

Le commerce de café présente ses meilleurs résultats depuis 2010 selon l'association nationale du café (Anacafé). Au 31 août, le montant des exportations de café s'élevait à 1,62 Md USD. Cette performance est la conséquence directe des conditions climatiques difficiles au Brésil (premier producteur mondial), et en Colombie. En effet, ces deux pays ont subi une baisse de leurs productions de 25 % et 20 % respectivement sur la période. Ceci a engendré

une flambée des prix du café au niveau mondial, dont bénéficie aujourd'hui directement le Guatemala.

2. HONDURAS

Le gouvernement approuve un Projet de Loi de Finance de 15,8 Mds USD pour 2023. Le projet de loi de finance 2023, approuvé par la présidente Xiomara Castro en conseil des ministres, fait part d'une augmentation de 8 % par rapport au budget de 2022. Selon Pedro Barquero, le ministre du développement économique, cette augmentation reste toutefois inférieure à l'inflation, estimée à 12 % sur le prochain exercice. Le gouvernement entend financer ce budget en contractant un nouvel emprunt auprès des institutions multilatérales de développement, comme la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE). Le volet social du projet prévoit de consacrer 17,8 % du budget (2,8 Mds USD) aux programmes sociaux liés à l'éducation, la santé, les droits de l'homme et la réduction de la pauvreté. Le projet de budget sera envoyé cette semaine au Parlement.

3. EL SALVADOR

Le président Nayib Bukele annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2024, en dépit d'une interdiction constitutionnelle. Cette annonce faite à l'occasion des célébrations du 201^e anniversaire de l'indépendance du pays intervient malgré l'interdiction, prévue dans la Constitution, de mener deux mandats consécutifs. En effet, en 2021, la Cour suprême avait estimé qu'une telle réélection était envisageable sous réserve que le Président ne soit plus en fonction « dans la période précédant immédiatement la participation au scrutin électoral pour la seconde fois », laissant ainsi un flou quant à cette interprétation. En conséquence de l'annonce du Président, l'agence de notation Fitch a dégradé la note souveraine du Salvador de CCC à CC. L'agence a en outre souligné la fragilité de la position du pays en termes de liquidités.

La BID devrait prêter 100 M USD pour l'amélioration de l'approvisionnement et de l'assainissement en eau de la zone capitale. Ce prêt vise à améliorer la continuité des services d'eau potable, réduire les niveaux de pollution et améliorer la qualité de l'eau. Selon les estimations de la BID, près de 120 000 ménages devraient bénéficier directement de cette mesure. Le prêt serait exécuté sur une durée de 5 ans et remboursé sur les prochaines 25 annuités, après une période de grâce de 5 ans et demi.

4. PANAMA

Les données du Ministère du Travail présentent une baisse du chômage, passé de 11,3 % en octobre 2021 à 9,9 % en avril 2022. Cette baisse ne serait cependant pas synonyme d'un retour massif à l'emploi privé, mais plutôt la conséquence de la hausse de l'emploi public et des emplois informels (qui entrent dans le chiffre de l'emploi total). En avril 2022, le taux d'informalité de l'économie atteindrait 48,2 % (contre 44,9 % en 2019), et le taux de chômage s'établirait à 9,9 % (contre 7,1 % en 2019). Enfin, sur les contrats déclarés en 2022, 65 % sont des contrats temporaires ce qui ne permettrait pas d'offrir suffisamment de stabilité pour les entreprises et les foyers panaméens.

Selon le ministre de l'Économie et des Finances, Hector Alexander, la dette publique atteindrait 42,9 Mds USD à la fin 2022, soit une hausse de 5,6 % par rapport à fin 2021. La dette publique aurait atteint 43,1 Mds USD à la fin août 2022, soit une hausse de 22,1 % sur deux ans. La part de la dette publique sur le PIB diminuerait en 2022 pour atteindre 62,7 %, contre 63,7 % en 2021. Cette baisse devrait se poursuivre avec un ratio attendu 61,9 % en 2023 et de 59,5 % en 2024. Ces niveaux resteraient bien supérieurs aux 40 % prévus par la Loi de responsabilité sociale et fiscale de 2008.

5. COSTA RICA

Le Président de la République, Rodrigo Chaves, a annoncé l'intention de céder plusieurs banques publiques pour rembourser une partie de la dette. Sont prévues, la vente de la Banque du Costa Rica (BCR), la Banque internationale du Costa Rica (BICSA) et de 49 % des actions de l'Institut national d'assurance (INS). La privatisation de la BCR devrait être approuvée par une loi présentée par le gouvernement à l'Assemblée législative en septembre 2022.

Selon la Banque Centrale, la croissance du PIB atteindrait 3,5 % à la fin de l'année 2022, après une croissance de 7,8 % en 2021. Le ralentissement de la reprise économique serait lié à la hausse importante de l'inflation (l'indice des prix à la consommation aurait augmenté de 12,13 % entre septembre 2021 et août 2022), et par la hausse des taux d'intérêts, qui freinent la consommation des ménages et des entreprises.

Caraïbes

1. JAMAÏQUE

La banque nationale d'export-import de Jamaïque (EXIM Bank) a, dans le cadre d'un partenariat avec l'association des fabricants et exportateurs de Jamaïque, affecté 100 M USD pour aider le développement du commerce électronique des PME. Le fonds pour le commerce électronique de l'EXIM financerait jusqu'à 80 % des coûts des intrants pour les PME, avec un maximum de 5 M USD par entité. Ces prêts de moyen-terme, non renouvelables, garantis, avec jusqu'à trois mois de délai de grâce, bénéficient d'un taux d'intérêt de 5 % par an. Cette facilité s'inscrit dans l'action du gouvernement en faveur du développement d'une économie numérisée et marque le soutien public au financement du commerce électronique.

2. CUBA

Le secteur de la santé, l'un des principaux piliers économiques de Cuba, souffre de l'obsolescence de ses équipements médicaux et de fortes pénuries de médicaments. En effet, depuis 2016, l'industrie pharmaceutique cubaine ne parvient plus à répondre à la demande de médicaments de la population, en raison notamment d'une chute progressive des importations et d'une baisse des niveaux de production. Les pénuries de médicaments s'expliquent principalement par des facteurs externes, en particulier le manque de matières premières et d'accès aux liquidités, accentués par la pandémie de Covid-19. En 2021, 50 % des financements dédiés au secteur de la santé ont été alloués au développement et à la production de vaccins contre la Covid-19, réduisant ainsi de moitié les ressources nécessaires à l'acquisition de matières premières pour la production des médicaments de base.

3. REPUBLIQUE DOMINICAINE

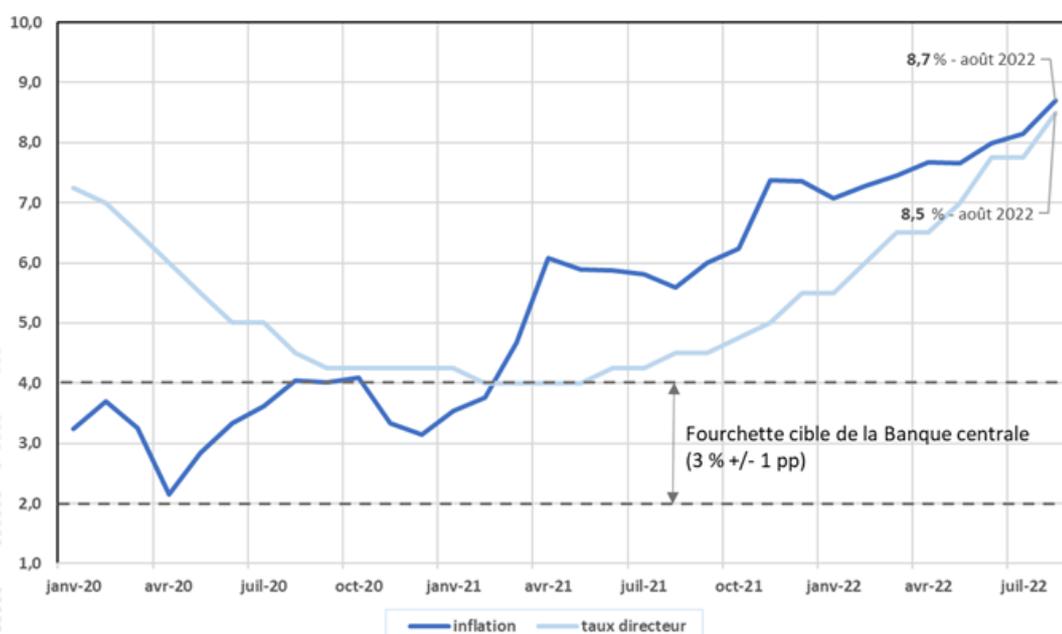
En août 2022, le peso dominicain s'est apprécié de 6,4 % par rapport au dollar américain, en glissement annuel. Cette appréciation est la plus élevée parmi les monnaies de la région *Amérique centrale et République dominicaine* (CARD). L'appréciation du peso dominicain est suivie par celle du Cordoba nicaraguayen (+1,5 %) et du quetzal guatémaltèque (+ 0,7 %). Les pays de la région ayant connu une dépréciation de leur monnaie, en août, sont le Panamá (6,1 %), le Costa Rica (2,5 %), le Honduras (0,9 %), et enfin le Salvador (0,6 %).

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dette publique (% PIB, 2022)	Inflation (g.a 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 322,74	- 0,19 %	- 8,2 %	+ 4,8 %	+ 2 %	+ 2,5 %	58,4 %	+ 5,95 %	8,5 %
Belize	0,44	1,99	+ 1,96 %	-16,75 %	+ 9,75 %	+ 5,7 %	+ 3,4 %	101,89 %	+ 5,2 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	65,31	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,6 %	+ 3,34 %	+ 3,14 %	69,45 %	+ 5,2 %	7,5 %
Guatemala	18,713	91,02	+ 3,87 %	- 1,52 %	+ 8 %	+ 3,95 %	+ 3,61 %	30,6 %	+ 4,8 %	2,75 %
Honduras	10,294	30,12	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,8 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 6 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,76	- 3,67 %	- 1,98 %	+ 10,3 %	+ 3,8 %	+ 2,2 %	46,90 %	+ 8,5 %	5,5 %
El Salvador	6,551	30,7	+ 2,63 %	- 7,94 %	+ 10,3 %	+ 3 %	+ 2,25 %	82,6 %	+ 5 %	4,39 %
Haïti	12,065	20,17	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	+ 0,3 %	+ 1,4 %	22,5 %	+ 25 %	10 %
Jamaïque	2,743	15,72	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,36 %	+ 2,47 %	+ 3,33 %	83,7 %	+ 8 %	6 %
Panama	4,395	70,5	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 5 %	56,04 %	+ 4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	109,1	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,48 %	+ 4,96 %	59,4 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Annexe Graphique – Mexique -

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



Evolution du taux de change USD/MXN



Montant des réserves internationales (en M USD)

